

A Bruxelles, Lionel Jospin esquisse sa vision de l'Europe

Le Premier ministre français promet d'annoncer «bientôt» ses réflexions sur l'avenir de l'Union élargie.

Bruxelles (UE)
de notre correspondant

Lionel Jospin aurait-il enfin décidé de sortir du flou qu'il entretient soigneusement sur son engagement européen, depuis son entrée à Matignon, en juin 1997? A un an de la présidentielle et en plein débat sur l'avenir de l'Europe, il n'a guère le choix. Le Premier ministre français a donc profité, hier à Bruxelles, de sa seconde visite à la Commission européenne — la première était au printemps 1998 — pour livrer aux journalistes la «matrice de (sa) pensée».

Question centrale. Pour Lionel Jospin, avant de se lancer dans un nouveau mecano

institutionnel, il faut s'interroger sur «la personnalité de cette Europe beaucoup plus large» qui s'annonce avec l'adhésion prochaine d'une quinzaine de nouveaux pays. «Ce changement de quantité va changer la qualité» de l'Union, qui doit donc d'abord élaborer un «projet intérieur» et s'accorder sur «une vision extérieure»: c'est cela «la question centrale», a estimé le Premier ministre lors d'une conférence de presse. Si les Européens s'accordent sur la réponse, «l'architecture institutionnelle en découlera». Mais pour Jospin, «des délégations supplémentaires de souveraineté ne pourront se faire que si elles profitent à un ensemble

qui affirme son identité». **Cogitations.** Jospin s'est cependant gardé de donner plus de détails. Car pour l'instant, la pensée du futur candidat à l'élection présidentielle n'est pas encore définitivement figée, comme on le reconnaît dans l'entourage gouvernemental: «Il est encore en phase d'élaboration. Ça sera terminé lorsqu'il écrira.» Mais Lionel Jos-

pin a annoncé hier qu'il serait «bientôt» prêt à annoncer le résultat de ses cogitations. Il a d'ores et déjà précisé que, pour lui, le concept de «fédération d'Etats nations», défendu par le

PS, signifiait qu'il fallait «essayer de constituer ensemble une logique fédérale regroupant des Etats nations». Et, c'est un changement de cap, il n'a pas exclu de convoquer une «Convention» regroupant les représentants des Parlements nationaux et européens et ceux des Etats afin d'élaborer une «Constitution européenne». Autant de signes d'une conversion européenne

en cours?

Prurit constitutionnel. En tout état de cause, il est clair que la démarche très cartésienne du Premier ministre est directement inspirée de la pensée du

très fédéraliste Pascal Lamy, le commissaire européen chargé du commerce, un proche de Jacques Delors, l'ancien président de la Commission (1985-1995). Lors du colloque organisé par le parti socialiste sur l'Europe à l'Assemblée nationale, le 7 février, (*Libération* du 8/2), Lamy avait expliqué de façon plus imagée que «le prurit constitutionnel actuel cache une maladie inquiétante de l'Union européenne: notre affectio societatis sur l'essentiel a disparu. L'UE est comme un club omnisports dont les membres ne cesseraient de débattre des statuts alors qu'ils ne sont pas d'accord sur les disciplines à pratiquer [...] Et ce à la veille d'une aug-

mentation substantielle du nombre d'affiliés». Pour l'ancien chef de cabinet de Delors, «il faut revenir à l'essentiel pour pouvoir repartir», c'est-à-dire «pourquoi voulons nous l'Union?». Une analyse reprise, une semaine plus tard, à Strasbourg, par Romano Prodi, dans son discours sur «l'Etat de l'Union» (*Libération* du 14/2). Lamy fait partie des personnalités les plus consultées actuellement par Jospin, avec, notamment, François Hollande, le premier secrétaire du PS, Hubert Védrine, le chef de la diplomatie française, Pierre Moscovici, le ministre aux Affaires européennes, ou encore Delors. **JEAN QUATREMER**

→ pour Pupiles? A